

La liberté des Modernes. Isaiah Berlin et les néo-républicains

Michael Drolet

Volume 20, numéro 1, 2001

Enjeux contemporains du républicanisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040249ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040249ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Drolet, M. (2001). La liberté des Modernes. Isaiah Berlin et les néo-républicains. *Politique et Sociétés*, 20(1), 25–43. <https://doi.org/10.7202/040249ar>

Résumé de l'article

Selon les auteurs néo-républicains — Quentin Skinner, Philip Pettit et Jean-Fabien Spitz — une conception appauvrie de la liberté serait à l'origine des malheurs du libéralisme. Ils soutiennent que les lacunes de la conception libérale de la liberté ne peuvent être corrigées que si celle-ci est remplacée par une conception plus rigoureuse de la liberté, dont les racines se trouvent dans l'humanisme républicain. L'objectif de cet article est d'analyser les critiques néo-républicaines de la conception libérale de la liberté, définie de manière exemplaire par Isaiah Berlin, puis d'évaluer dans quelle mesure elles sont ou non des critiques justifiées de la définition de la liberté négative.

LA LIBERTÉ DES MODERNES. ISAIAH BERLIN ET LES NÉO-RÉPUBLICAINS*

Michael Drolet

Collège Royal Holloway, Université de Londres

Le thème de cet essai est la liberté. Je me propose d'analyser un courant de pensée qui tente de réévaluer de façon critique la notion de liberté telle qu'elle a été généralement comprise par le libéralisme depuis l'élaboration d'une véritable doctrine de l'utilitarisme par Bentham et, plus récemment, depuis la publication de la célèbre conférence de 1958 de Isaiah Berlin, « Deux conceptions de la liberté ». Ce courant de pensée, qu'on appelle républicanisme ou néo-républicanisme, a relevé plusieurs faiblesses propres au libéralisme et a essayé d'y remédier en réactualisant une notion de liberté depuis longtemps oubliée, la liberté dite républicaine¹. Les néo-républicains, notamment Quentin Skinner, Philip Pettit et Jean-Fabien Spitz, prétendent qu'en faisant appel à la notion de liberté civile et politique, telle que comprise par les partisans de la Révolution américaine, les champions du Parlement lors de la guerre civile anglaise, les humanistes de la Renaissance favorables au gouvernement libre et les idéologues de la République romaine, les démocraties libérales contemporaines pourraient être guéries de plusieurs des maux qui les assaillent. L'affirmation ne manque pas de panache.

Je tenterai de montrer que si l'interprétation néo-républicaine de la théorie du gouvernement libre est instructive et offre un complément prometteur au libéralisme, la notion républicaine de liberté qu'elle véhicule souffre d'une confusion conceptuelle. Cette approche de l'histoire de la pensée politique fait du libéralisme un milieu hostile à l'élaboration d'une doctrine rigoureuse de la liberté. Les néo-

* Traduit de l'anglais par Pierre Boyer.

Je souhaite remercier Alison Brown, Justin Champion, Janet Coleman, Paul Kelly et Michael Saward ainsi que les lecteurs externes de la revue de leurs conseils et suggestions.

1. Je privilégie cette expression. Toutefois, dans un de ses plus récents textes, *La liberté avant le libéralisme*, traduit de l'anglais par Muriel Zaghera, Paris, Seuil, 2000, Quentin Skinner ne qualifie plus la liberté de « républicaine » mais plutôt de « néo-romaine ».

Michael Drolet, Department of History, Royal Holloway College, University of London, Egham, (Surrey), TW20 OEX.

courriel : m.drolet@rhul.ac.uk

républicains insèrent l'essai de I. Berlin dans un schème narratif à travers lequel il peut être interprété puis jugé. Ils cherchent à remplacer la vision traditionnelle de la liberté par une conception de la liberté théoriquement plus forte et plus fidèle à l'idée même de liberté. Je démontrerai également que l'analyse néo-républicaine du libéralisme manque de finesse, ce qui entraîne deux conséquences. La première est que les néo-républicains proposent une interprétation erronée de certains auteurs libéraux et du rapport de I. Berlin à ceux-ci. La seconde est que leur compréhension de la conception berlinoise de la liberté négative n'est pas tout à fait exacte. Deux autres remarques s'imposent. Premièrement, la méthode historique néo-républicaine n'a rien apporté à l'étude de la notion de liberté, même si elle a transformé l'histoire de la pensée politique. Cela est là le résultat d'une indéniable motivation idéologique plutôt que d'une démarche proprement historique. À ce chapitre, les néo-républicains ont détourné l'histoire intellectuelle de son véritable objectif. L'étude attentive de l'histoire a cédé devant une stratégie d'innovation idéologique visant à jeter le discrédit sur la conception libérale de la liberté, afin de la remplacer par une conception républicaine². Deuxièmement, et quoi qu'en disent les néo-républicains, la définition de la liberté négative proposée par I. Berlin offre les ressources requises pour répondre aux exigences fondamentales, constitutives de la liberté républicaine, notamment les exigences que pose la conception rationnelle et délibérative de l'individu. Trop souvent les interventions néo-républicaines dans les débats sur la liberté ont tendance à semer la confusion.

L'IDÉE DE LIBERTÉ

Dans *Éloge de la liberté*, I. Berlin propose une analyse de deux grandes conceptions distinctes de la liberté, l'une libérale et l'autre romantique. La liberté libérale est dite négative, alors que la liberté romantique est dite positive. La liberté négative se résume à une simple question qui met bien en valeur la principale préoccupation du libéralisme : « Quel est le champ à l'intérieur duquel un sujet – individuel ou collectif – doit ou devrait pouvoir faire ou être ce qu'il est capable de faire ou d'être, sans l'ingérence d'autrui ?³ » La liberté

2. Quentin Skinner parle d'« innovating ideologist ». Voir Q. Skinner, « Some problems in the Analysis of Political Thought and Action », dans *Meaning and Context: Quentin Skinner and his Critics*, sous la dir. de James Tully et Q. Skinner, Cambridge, Polity Press, 1988, p. 111.

3. Isaiah Berlin, « Deux conceptions de la liberté » dans *Éloge de la liberté*, traduit de l'anglais par Jacqueline Carnaud et Jacqueline Lahana, Paris, Calmann-Lévy, 1988, p. 171.

Résumé. Selon les auteurs néo-républicains – Quentin Skinner, Philip Pettit et Jean-Fabien Spitz – une conception appauvrie de la liberté serait à l’origine des malheurs du libéralisme. Ils soutiennent que les lacunes de la conception libérale de la liberté ne peuvent être corrigées que si celle-ci est remplacée par une conception plus rigoureuse de la liberté, dont les racines se trouvent dans l’humanisme républicain. L’objectif de cet article est d’analyser les critiques néo-républicaines de la conception libérale de la liberté, définie de manière exemplaire par Isaiah Berlin, puis d’évaluer dans quelle mesure elles sont ou non des critiques justifiées de la définition de la liberté négative.

Abstract. Neo-republican theorists—Quentin Skinner, Philip Pettit and Jean-Fabien Spitz—believe the roots of liberalism’s ills lay in its deficient conception of liberty. They argue that the failings of this liberal conception of liberty can only be rectified if it is replaced by a more theoretically robust conception of liberty which has its roots in republican humanism. The purpose of this article is to examine the neo-republicans’ claims about the deficiencies of the liberal conception of liberty, classically defined by Isaiah Berlin, and to evaluate whether important claims they make of their own republican conception of liberty are not already accommodated for within the definition of negative liberty.

positive, par contre, est liée à la conception de l’individu en tant qu’être agissant, en tant qu’auteur de ses actes. Associée à l’idée de volonté créatrice, la liberté positive ne se résume pas à une question, mais elle se définit plutôt par une affirmation. Elle « découle du désir d’un individu d’être son propre maître », « [d’]agir et non [d’]être agi par la nature ou par d’autres hommes⁴ ».

La classification proposée par I. Berlin a provoqué une critique immédiate et aujourd’hui encore, elle est une source inépuisable de débats entre spécialistes⁵. De nombreux critiques s’en sont pris à la fois à la classification de I. Berlin et à sa préférence pour la liberté négative. Ce débat ayant été commenté en long et en large⁶, je vais plutôt analyser la critique néo-républicaine⁷.

4. I. Berlin, « Deux conceptions de la liberté », p. 179.

5. Voir notamment Michael Ignatieff, *Isaiah Berlin, A Life*, Londres, Chatto and Windus, 1998, p. 230 ; G.C. MacCallum, « Negative and Positive Liberty », dans *Philosophy, Politics and Society*, 4^e série, sous la dir. de P. Laslett, W.G. Runciman et Q. Skinner, Oxford, Blackwell, 1972, p. 174-193 ; C.B. Macpherson, « Berlin’s Division of Liberty », dans *Democratic Theory : Essays in Retrieval*, Oxford, Oxford University Press, 1973, p. 95-119 ; Alan Ryan (dir.), *The Idea of Freedom: Essays in Honour of Isaiah Berlin*, Oxford, Oxford University Press, 1979 ; Claude J. Galipeau, *Isaiah Berlin’s Liberalism*, Oxford, Oxford University Press, 1994 ; John Gray, *Berlin*, London, Fontana Press, 1995.

6. Pour un utile survol de ces débats, voir Jean-Fabien Spitz, *La liberté politique. Essai de généalogie conceptuelle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995, p. 97-121.

7. I. Berlin, « Deux conceptions de la liberté », p. 218.

Selon les néo-républicains, la démarche de I. Berlin laisse entendre que la liberté négative est moderne et raisonnable, alors que la liberté positive est ancienne et suspecte. En Angleterre, la liberté négative a des défenseurs chez les philosophes politiques classiques tels Hobbes, Locke, Bentham et Mill. En France, elle a la faveur de libéraux tels Montesquieu, Constant et Tocqueville. Elle trouve des champions chez des héros de la Révolution américaine tels Jefferson et Paine. Les partisans de la liberté positive, par contre, sont de sombres romantiques tels Herder, Fichte et Hamann, des avocats de l'authenticité naturelle tels Rousseau, Mably et Buonarroti, ou des iconoclastes révolutionnaires dont le plus important fut Marx. Les néo-républicains prétendent que la thèse selon laquelle la liberté négative est moderne, et la liberté positive ancienne s'appuie sur une opposition entre héros et anti-héros. Elle s'inscrit ainsi dans une tradition établie et défendue par Bossuet, Saint-Évremond, Montesquieu, Hume, Smith et Constant, chez lesquels se retrouve la distinction entre liberté ancienne et liberté moderne⁸. Selon cette opposition, la liberté positive appartient au passé, alors que la liberté négative est un idéal résolument moderne⁹. En tant qu'idéal moderne, c'est à la seconde qu'on devrait s'attacher ; désuète la liberté positive n'a pas sa place dans le monde moderne et doit être rejetée.

Les néo-républicains n'acceptent pas cette opposition. Ils affirment qu'elle a desservi la pensée politique en maintenant l'illusion philosophique selon laquelle il n'y aurait que deux façons de concevoir la liberté. Ils soutiennent que cette opposition est alimentée par un discours historique dans lequel la liberté positive, idée prémoderne, est liée aux notions d'appartenance civique et de participation démocratique. L'identité de l'individu est ici intimement liée à la communauté politique dont il est membre. Son individualité est façonnée par la communauté et par le bien commun auquel elle aspire. La liberté négative, liberté moderne, toutefois, est ancrée dans une société plus individualiste. Ici, la liberté tient au champ d'activité privée de l'individu, plutôt qu'au bien commun ou à un idéal de participation publique, sauf lorsque ceux-ci maximisent les choix individuels et renforcent les assises de la sphère privée.

En rejetant la classification de I. Berlin, les néo-républicains tentent de réactualiser une ancienne notion républicaine de liberté. S'appuyant sur une récente école de pensée historique, qui doit énormément à Q. Skinner, ils puisent aux sources de l'Antiquité, de la Renaissance et de l'ère moderne dans le but précis de ressusciter la

8. J.-F. Spitz, *La liberté politique*, p. 88. Voir l'ensemble du chap. 4.

9. Philip Pettit, *Republicanism: A Theory of Freedom and Government*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 18.

liberté républicaine et la théorie du gouvernement libre¹⁰. Pour eux, la liberté républicaine signifie « non-domination » ou absence de contrainte, une forme de liberté qui a des implications institutionnelles novatrices et qui évite du même coup les faiblesses conceptuelles associées à la liberté négative, notamment les conséquences néfastes qui découlent de la politique qu'elle engendre, c'est-à-dire une politique réduite à des arrangements juridiques et contractuels, une vie politique diminuée, devenue purement instrumentale¹¹. Ils prétendent que la notion de liberté républicaine évite de sombrer dans une confusion conceptuelle et permet de combler les faiblesses du libéralisme contemporain. Sous la tutelle de la dichotomie entre une liberté positive et une liberté négative, les penseurs libéraux n'avaient de choix qu'entre deux visions idéologiques étroites : un libéralisme libertaire ou un libéralisme utilitariste. Dans les deux cas, la forme de la société politique est exclusivement juridique ou formelle, ce qui, à terme, est fatal pour la liberté elle-même, valeur centrale du libéralisme¹². Les néo-républicains soutiennent que l'adoption de la notion républicaine de liberté permet de ramener à l'avant-plan les fondements d'une société juste que le libéralisme relègue à l'arrière-plan.

LE NÉO-RÉPUBLICANISME ET L'INDIGENCE DU LIBÉRALISME

Le néo-républicanisme est d'une grande richesse théorique et se pose en concurrent sérieux au libéralisme contemporain. Les néo-républicains s'entendent sur les grandes lignes de leur approche critique du libéralisme et sur la nécessité d'une définition de la liberté, qui s'appuie sur la théorie et la pratique républicaines. Si la plupart des néo-républicains s'entendent à peu près sur les fins de leur entreprise, des différences significatives distinguent les plus connus

-
10. Bien qu'il soit le plus illustre représentant de cette école de pensée, Q. Skinner n'est pas son seul promoteur. Parmi les initiateurs et les contemporains retenons : Z. S. Fink, *The Classical Republicans: An Essay in the Recovery of a Pattern of Thought in Seventeenth Century England*, Evanston, Northwestern University Press, 1962; Felix Raab, *The English Face of Machiavelli: A Changing Interpretation, 1500-1700*, London, Routledge & Kegan Paul, 1965; Hans Baron, *The Crisis of the Early Italian Renaissance*, Princeton, Princeton University Press, 1966; J. G. A. Pocock, *Le moment machiavélien. La politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, traduit de l'anglais par Luc Borot, Paris, Presses universitaires de France, 1997; Adrian Oldfield, *Citizenship and Community: Civic Republicanism and the Modern World*, Londres, Routledge, 1990.
11. P. Pettit explore les cadres institutionnels propices à la liberté républicaine dans la seconde partie de *Republicanism*.
12. J.-F. Spitz, *La liberté politique*, p. 42, 46.

d'entre eux. P. Pettit, qui a entrepris l'ambitieuse tâche de décrire les fondements théoriques et les applications pratiques de la Cité républicaine, est particulièrement préoccupé par la formulation d'une conception rigoureuse de la liberté comme non-domination. C'est à cette fin qu'il décrit l'idéal libéral de la liberté sous l'angle de la non-interférence et propose à sa place l'idéal républicain de la non-domination. De la liberté pensée comme absence de domination, P. Pettit écrit qu'elle est la situation d'une personne à l'abri de toute «interférence arbitraire¹³». Ce concept de liberté, c'est-à-dire cette absence de sujétion à autrui, ne peut aucunement, selon lui, être identifié à l'étroite conception libérale de la liberté comme non-ingérence.¹⁴ Selon P. Pettit, l'idée de la liberté comme non-domination offre un double avantage : elle permet de *repenser* la liberté en nous libérant du corset de la dichotomie entre liberté positive et liberté négative ; elle permet aussi de *dépasser* l'étroite instrumentalité du libéralisme qu'implique la liberté négative. La Cité républicaine, dont la valeur centrale est la liberté comme non-domination, conjugue l'idéal libéral de la liberté de choix et la notion populiste de la liberté comme maîtrise de soi¹⁵.

J.-F. Spitz, pour sa part, se préoccupe moins de proposer une analyse exhaustive de la théorie et de la pratique républicaines que de dévoiler une tradition républicaine dynamique traversant la longue histoire du libéralisme lui-même. Il élabore ainsi une critique rigoureuse de l'indigence du libéralisme contemporain, doctrine jugée procédurière, formaliste et neutraliste. En suivant l'évolution historique d'un courant du libéralisme qui voyait la société commerciale dans une perspective progressiste et civilisationnelle – David Hume, Adam Smith et Jeremy Bentham sont les représentants de ce courant – J.-F. Spitz fait valoir que l'indigence du libéralisme contemporain et de notre civilisation est un effet de la société commerciale et des valeurs qu'elle véhicule. D'après lui, les valeurs centrales propres au commerce, au progrès et à la civilisation forment une combinaison pernicieuse qui fait oublier aux citoyens leurs devoirs politiques et sociaux. En aménageant une place à la vertu, à l'égalité et à la fraternité, et par sa critique décapante des valeurs marchandes, le libéralisme républicain a cherché à rappeler les citoyens à leurs devoirs politiques et sociaux, sans lesquels la liberté serait menacée. J.-F. Spitz considère que c'est chez Rousseau qu'on retrouve le meilleur exemple de critique de la société marchande, mais il mentionne également deux autres libéraux, Constant et Tocqueville. Il rappelle ce que ces éminents libéraux ont appris de Rousseau : l'étroitesse des valeurs marchandes et l'effet corrosif de ces valeurs sur la société

13. P. Pettit, *Republicanism*, p. vii-viii.

14. P. Pettit, *Republicanism*, p. 22.

15. J.-F. Spitz, *La liberté politique*, p. 11.

démocratique. D'après J.-F. Spitz, en accordant une place de choix à des valeurs comme l'égalité, la vertu, la fraternité et la justice – valeurs qui sont inextricablement liées à la notion même de liberté – le libéralisme républicain peut donner corps à une culture politique qui dépasse la forme instrumentale à laquelle se réduit le libéralisme contemporain.

Le plus illustre des théoriciens du néo-républicanisme est Q. Skinner, historien de Cambridge. Ses travaux sur la méthode historique, la philosophie de l'histoire et, plus particulièrement, sur les fondements de la pensée politique moderne ont été une source d'inspiration tant pour P. Pettit que pour J.-F. Spitz. Pour comprendre ce qu'apporte Q. Skinner aux néo-républicains et le défi que son œuvre constitue pour le libéralisme, il nous faut examiner brièvement sa conception de l'histoire et de la méthode historique.

QUENTIN SKINNER ET LA MÉTHODE HISTORIQUE

Q. Skinner a fait une importante contribution à diverses disciplines, dont la méthodologie historique, l'histoire de la pensée politique et la philosophie politique contemporaine¹⁶. Ses études sur la philosophie de la signification et ses travaux sur la Renaissance et les débuts de la période moderne ont grandement contribué à la connaissance de ces vastes champs d'étude et sont d'un intérêt particulier pour les politologues. Dès le départ, Q. Skinner souhaitait démontrer que l'histoire de la théorie politique est, et doit être, guidée par les jugements et les intérêts du praticien, qu'il s'agisse de Machiavel conseillant les princes, des théories des calvinistes déclarés qui empruntent le langage juridique et moral de leurs adversaires catholiques, de l'utilisation des doctrines luthériennes par les princes germaniques ou encore des réflexions de Q. Skinner lui-même sur la conception républicaine de la liberté¹⁷. Cette exigence est clairement formulée dans un important article iconoclaste intitulé «*Meaning and Understanding in the History of Ideas*»¹⁸. Et pourtant, que les jugements et intérêts du praticien servent de guide n'est pas sa première préoccupation. Elle est d'abord de montrer que les théories politiques traitent d'idéologies et des crises de légitimité, dues à l'instabilité des

16. J. Tully, «*Overview*», dans *Meaning and Context*, p. 3.

17. Q. Skinner, «*The Idea of Negative Liberty : Philosophical and Historical Perspectives*», dans *Philosophy in History*, sous la dir. de Richard Rorty, J. B. Schneewind et Q. Skinner, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 193-221.

18. Q. Skinner, «*Meaning and Understanding in the History of Ideas*», dans *Meaning and Context*, p. 29-67.

relations politiques, qu'elles traversent¹⁹. Il appartient à l'historien des idées de mettre au jour la dynamique de ces relations politiques changeantes. Il peut ainsi aider les citoyens que nous sommes à mieux comprendre dans quelle mesure les valeurs qui sous-tendent notre mode de vie actuel, et l'idée que nous nous faisons actuellement de ces valeurs, traduisent un ensemble de choix que nous avons faits à différents moments entre différents mondes possibles. Cette compréhension peut aider à nous libérer de l'emprise de toute interprétation hégémonique de ces valeurs²⁰. C'est la conception actuelle de la liberté, dominée depuis plus de quarante ans par une interprétation hégémonique de la liberté négative et positive, que Q. Skinner tente de corriger.

Pour comprendre la tâche qui incombe à l'historien des idées, il faut voir la place que Q. Skinner accorde au langage dans son analyse des idéologies politiques. Nous verrons plus loin que celle-ci fait appel à une grande maîtrise de la rhétorique. L'idée directrice et les grandes lignes de son approche sont largement redevables à la compréhension du langage explorée par Ludwig Wittgenstein dans *Philosophical Investigations* et dans *On Certainty*, selon laquelle le langage est intersubjectif et étroitement lié à l'action humaine. Si L. Wittgenstein tente de nous libérer d'une vision du langage dont nous sommes captifs, Q. Skinner tente parallèlement de nous libérer d'une vision de la liberté qu'il juge erronée. Dans cette tâche, il s'appuie sur les travaux de J.L. Austin, J.R. Searle, P.F. Strawson et H.P. Price. Dans ce contexte, les activités linguistiques sont constituées d'au moins deux sortes d'actions : premièrement, un auteur transmet par l'écriture des significations précises ; deuxièmement, et ceci est particulièrement important pour Q. Skinner, un auteur poursuit par l'écriture un but particulier²¹. À partir de cette compréhension du langage, Q. Skinner est en mesure d'explorer l'histoire des idéologies et de bâtir un cadre de référence dans lequel il pourra situer les écrits des principaux auteurs. Une telle approche fait voir la nature dynamique des idéologies politiques et montre qu'elles sont normatives et, de ce fait, contingentes. Avec ce bagage, l'historien peut espérer comprendre les liens historiques entre les théories et la vie politique, et montrer par là qu'il existe aussi aujourd'hui un lien entre la théorie et l'activité politique²². En interprétant l'histoire comme une histoire des idéologies, l'analyste ou l'historien peut découvrir que dans la manipulation du potentiel d'acte de parole des mots une société peut parvenir à modifier son identité morale. Cette connais-

19. J. Tully, « The Pen is a Mighty Sword », dans *Meaning and Context*, p. 13.

20. Q. Skinner, *La liberté avant le libéralisme*, p. 75.

21. J. Tully, « The Pen is a Mighty Sword », p. 8.

22. Q. Skinner, *The Foundations of Modern Political Thought*, vol. I, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. xii-xiii.

sance éclaire le passé et jette les fondements qui permettront de libérer le présent. Et c'est en s'appuyant sur les valeurs républicaines que Q. Skinner tente d'ébranler l'édifice du libéralisme et de détrôner le concept de liberté négative sur lequel il s'appuie.

Les réflexions de Q. Skinner sur la nature et le sens de la liberté s'inscrivent dans une entreprise historique plus vaste visant à reconstituer l'émergence des idéologies modernes. Dans *The Foundations of Modern Political Thought*, il retrace l'émergence de l'idéologie dominante dans le monde occidental, l'idéologie du droit, du pouvoir et de l'État formel et autonome. L'idéologie de l'État juridique a été, en partie, le résultat de la lutte contre une idéologie rivale, la contre-idéologie de l'humanisme républicain. L'humanisme républicain a toujours constitué un défi radical à l'idéologie de l'État juridique, depuis la Renaissance jusqu'à la période moderne. Un élément clé de ce défi est l'idée de la liberté véhiculée par l'humanisme républicain.

Dans ses écrits qui traitent plus spécifiquement de l'idée de liberté, Q. Skinner soutient que la classification des formes de liberté, qui oppose la forme négative et à la forme positive, renforce l'idéologie dominante de l'État juridique²³. Il estime que la classification de I. Berlin alimente involontairement, et contrairement à ses intentions humanistes, une idéologie formelle et instrumentale. Les réflexions de Q. Skinner sur la liberté ont un double but : discréditer la typologie de I. Berlin et, en tant qu'élément de récupération historique, réactualiser la notion républicaine de liberté²⁴. La réactualisation de la liberté républicaine participe d'une entreprise visant à remettre en question les fondements de l'État juridique et du libéralisme contemporain. Mais, comme je tenterai de le démontrer, la stratégie de Q. Skinner n'est que superficiellement conforme à sa compréhension de la méthode historique et de la tâche de l'historien des idées. Elle constitue davantage une stratégie d'innovation idéologique, dont l'objectif est de défaire le vocabulaire normatif du libéralisme²⁵. Elle traduit, qui plus est, une lecture superficielle tant de I. Berlin que du libéralisme, une lecture incapable de reconnaître les nuances ou les différences conceptuelles.

23. Parmi les textes de Q. Skinner, voir « The Idea of Negative Liberty »; « The Republican Ideal of Political Liberty », *Machiavelli and Republicanism*, sous la dir. de Gisela Bock, Q. Skinner et Maurizio Viroli, Cambridge, Cambridge University Press, 1990; « Thomas Hobbes on the Proper Signification of Liberty », *Transaction of the Royal Historical Society*, vol. 40, 1990, p. 121-151; *La liberté avant le libéralisme*.

24. La démarche de J.-F. Spitz s'avère plus traditionnelle : il analyse la cohérence logique et méthodologique de la démarche de I. Berlin, et démontre ses lacunes. Voir *La liberté politique*, p. 126-127.

25. Q. Skinner, « Some Problems in the Analysis of Political Thought and Action », p. 113.

LIBERTÉ POSITIVE ET LIBERTÉ NÉGATIVE CHEZ ISAIAH BERLIN

Dans son essai sur les deux conceptions de la liberté, I. Berlin propose une description de la liberté romantique, c'est-à-dire la liberté positive, où le sens du mot liberté « découle du désir d'un individu d'être son propre maître »²⁶. Pour lui, la définition de la liberté positive comporte deux versions distinctes de l'individu en tant qu'il est son propre maître. Dans la première version, la liberté est axée sur le fait d'être son propre maître. Ici, la liberté est perçue comme la domination d'une « nature supérieure » ou d'un « moi réel » sur un moi « empirique » ou « hétéronome » en proie à des pulsions irrationnelles ou à des désirs incontrôlés. Cette « nature supérieure » peut aussi être assimilée à quelque chose de plus vaste que l'individu, soit un groupe soit une communauté dont l'individu ne constituerait qu'un élément. Obligé de se soumettre à cette entité supérieure, l'individu se conforme alors à sa « véritable » nature²⁷. Cette version de la liberté positive est attribuée à des idéalistes comme Rousseau, Kant, Hegel ou Marx. Mais I. Berlin examine une deuxième version de la liberté positive. La liberté, dans un contexte de rationalisme « éclairé » ou de messianisme religieux, est assimilée à la vérité. Les capacités de raisonnement de l'individu sont jugées en fonction d'une norme de vérité reconnue. L'individu ou le groupe qui ne reconnaît pas cette norme est jugé incapable de raisonner et il doit être soumis à ceux qui ont les lumières nécessaires pour connaître la vérité. Ce n'est que s'il est contraint à embrasser la vérité que l'individu ou le groupe pourra se libérer²⁸.

Dans les deux versions, la mutation de la liberté positive en despotisme est le résultat d'une lacune théorique. Dans la première, l'agent de l'activité rationnelle perd sa subjectivité ou son autonomie, et est assimilé à une entité plus grande. L'identité individuelle est ici amalgamée à la conscience collective. Dans la seconde version, la raison cesse d'être universelle pour être limitée à un idéal platonique. Alors que les individus sont censés avoir la faculté de raisonner d'émettre des jugements critiques et de faire des choix pour eux-mêmes, dans la contre-utopie de Platon seule une élite intellectuelle possède cette faculté, et c'est cette élite seule qui peut faire des choix rationnels pour l'ensemble de la société. Dans les deux cas, l'individu cesse d'être son propre maître, et la liberté se métamorphose en despotisme.

Si ces deux sens de la liberté positive sont généralement reconnus, I. Berlin propose une interprétation de la liberté négative comportant elle aussi deux facettes distinctes. Cette interprétation ne

26. I. Berlin, « Deux conceptions de la liberté », p. 179.

27. I. Berlin, « Deux conceptions de la liberté », p. 180.

28. I. Berlin, « Deux conceptions de la liberté », p. 182.

jouit peut-être pas de la même reconnaissance, mais elle est essentielle à la compréhension de son argumentation sur la liberté négative, bien qu'il faille reconnaître que cette argumentation n'est pas aussi claire qu'elle pourrait l'être. C'est ce qui explique les quelques pièges qu'on y rencontre et auxquels nombre de ses critiques se sont laissés prendre. Des néo-républicains, tels que Q. Skinner, P. Pettit et J.-F. Spitz, sont tombés dans l'un ou l'autre de ces pièges. Je me propose de démontrer que la conception que I. Berlin se fait de la liberté négative est à la fois plus sûre et plus riche que ne le laissent entendre ses critiques néo-républicains. C'est une conception de la liberté qui peut très bien répondre à leurs préoccupations.

Dans son examen de la liberté négative, I. Berlin se tourne vers les philosophes politiques anglais classiques et s'intéresse aux sens qu'ils prêtent au mot liberté. Il en retient deux tout à fait différents. Dans un premier sens, la liberté est considérée comme l'absence d'obstacles, conception attribuée à Hobbes et à Bentham²⁹. « D'après le sens propre (et généralement reçu), écrit l'auteur du *Léviathan, un HOMME LIBRE est celui qui, s'agissant des choses que sa force et son intelligence lui permettent d'accomplir, n'est pas empêché de faire celles qu'il a la volonté de faire*³⁰. »

L'autre sens trouve ses premières formulations dans les écrits de Locke, qui voit la liberté comme une zone de non-ingérence, un espace où l'individu est libre d'agir à sa guise, un champ libre de toute coercition. C'est ainsi que pour Locke « la finalité de la loi n'est pas d'abolir ou de restreindre, mais de *préserver et d'élargir la liberté* ; et dans toutes les conditions des êtres créés qui sont capables de vivre d'après des lois, là où il n'y a pas de loi, il n'y a pas de liberté³¹ ». Contrairement à la conception étroite de la liberté proposée

29. Bien que cette conception puisse être attribuée à Bentham, je chercherai à montrer qu'elle correspond davantage à la perspective de Hobbes qu'à celle de Bentham.

30. Thomas Hobbes, *Léviathan*, traduit de l'anglais par François Tricaud, Paris, Sirey, 1971, p. 222 ; souligné par Hobbes. I. Berlin soutient que la définition de la liberté proposée par Bentham est semblable. « La liberté n'est ni plus ni moins que l'absence de coercition. C'est là le sens authentique, premier et véritable du mot liberté. L'idée de liberté n'est que purement négative. Elle n'est aucunement créée par la loi. » Manuscrits Bentham, U.C.L. lxix. Frederick Rosen a démontré que la définition de la liberté de Bentham est très différente de celle de Hobbes. Sa démonstration s'appuie sur le contraste qu'il établit entre la définition de Bentham et les définitions hobbistes de Richard Hey et William Paley. En fait, selon lui, la définition de la liberté de Bentham fut fortement influencée par Montesquieu. Voir F. Rosen, *Bentham, Byron and Greece : Constitutionalism, Nationalism, and Early Liberal Political Thought*, Oxford, Oxford University Press, 1992, p. 28-39.

31. John Locke, *Le second traité du gouvernement civil*, traduit de l'anglais par J.-F. Spitz, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 42 ; souligné par Locke.

par Hobbes – qui aboutit à une vision régulatrice du droit, restrictif et opposé à la liberté – la version de Locke s'enracine dans une vision radicalement différente de la psychologie humaine. Les individus sont, à ses yeux, rationnels, et leur raison est l'« objet », la « perfection » ou le « but » de la liberté³². Locke établit une relation inextricable entre la rationalité et la liberté, dont l'aboutissement est le droit, un droit constitutif de la liberté.

Cette conception de la liberté, qui se rapproche de l'interprétation que I. Berlin donne de la liberté négative, soulève des difficultés³³. Alors que l'élément central de la version lockienne est le champ de la liberté, ce champ peut être compris de diverses façons, et c'est ici que la confusion s'installe. Selon Locke, par exemple, les limites de ce champ, c'est-à-dire les limites de la liberté, sont l'expression de la liberté elle-même. Produit de la volonté rationnelle et de l'action libre des hommes, les lois définissent le cadre dans lequel l'individu peut agir sans entrave. Mais si la liberté est prise en ce sens, selon Hobbes ou Bentham, le cadre du champ imposé par les lois impose des limites à l'expression de la liberté plutôt qu'il n'en permet l'expression. Bien que les raisons pour lesquelles Bentham ne peut accepter une telle conception de la liberté diffèrent sensiblement de celles de Hobbes, tous deux considèrent que cette sphère entrave la libre action. Plus loin, j'indiquerai en quoi la version de Bentham diffère de celle de Hobbes, mais je crois d'abord nécessaire de souligner une lacune dans la relation que Hobbes établit entre droit et liberté. Cette démonstration est nécessaire afin de montrer deux choses : que I. Berlin ne fait pas sienne la conception hobbenne de la liberté négative et que Q. Skinner, quoi que lui-même et P. Pettit en disent, ne saurait imputer à I. Berlin ou à Bentham la lacune décelée dans la doctrine hobbenne.

On reconnaît généralement que pour Hobbes, les limites de la liberté répondent à une nécessité physique. Par crainte de la mort violente, l'homme cède ses pouvoirs à une entité souveraine qui, en traçant des limites à la liberté de l'individu, garantit sa sûreté. Selon Q. Skinner, cette conception hobbenne de la liberté est lacunaire.

Nous voyons maintenant en quel sens, selon Hobbes, nous restons libres quand nous agissons en obéissant à la loi. Si la loi nous force à obéir en activant la crainte des conséquences de la désobéissance, ce n'est pas en nous faisant agir contre notre volonté, et de ce fait en nous privant de notre liberté. C'est

32. J. Tully, *An Approach to Political Philosophy : Locke in Contexts*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 297.

33. Mon interprétation de I. Berlin ne rejoint pas sur ce point celle de J. Tully. Selon ce dernier, la définition de la liberté de Locke s'apparente davantage à la conception de la liberté présentée par I. Berlin. Je soutiens le contraire. Voir J. Tully, *An Approach to Political Philosophy*, p. 298.

toujours en nous incitant à délibérer de sorte que nous renoncions à la volonté de désobéir, que nous acquerions la volonté d'obéir, et, de ce fait, que nous agissions librement à la lumière que nous avons acquise³⁴.

La critique que Q. Skinner adresse à la définition hobbenne de la liberté est dans la même veine que celle de I. Berlin à l'égard de la liberté positive. C'est une critique que Q. Skinner et P. Pettit adressent tous deux à Bentham et, indirectement, à I. Berlin. Bien que ce soit une critique fondée de Hobbes, elle ne saurait être en toute probité dirigée ni contre Bentham ni contre I. Berlin.

Malgré les derniers travaux historiques qui démontrent sans l'ombre d'un doute que l'idée que Bentham se fait de la liberté négative est très différente de celle que Hobbes propose, Q. Skinner et P. Pettit soutiennent que Bentham a réactualisé la définition hobbenne de la liberté³⁵. Bentham n'a pas cherché à faire revivre la définition de la liberté de Hobbes, ni ne souhaitait s'en servir pour s'opposer à la Révolution américaine, puis à la Révolution française³⁶. Son objectif, plus modeste, était de corriger une erreur conceptuelle qu'il croyait inhérente aux interprétations liant la liberté au droit, de sorte que la liberté personnelle puisse être niée au moment même où l'individu jouit d'une liberté civile ou juridique. Qu'un individu puisse être à la fois libre et privé de liberté, voilà le paradoxe que constate Bentham³⁷. C'est pour l'éviter qu'il fait appel à la notion de sûreté que l'on retrouve chez Montesquieu. Bentham fait sienne une définition négative de la liberté, où la sphère dans laquelle l'individu peut être libre dépend non pas uniquement de la liberté elle-même, mais repose également sur la sûreté³⁸.

34. Q. Skinner, *La liberté avant le libéralisme*, p. 18.

35. Voir notamment F. Rosen, *Bentham, Byron and Greece* et Douglas Long, *Bentham on Liberty: Jeremy's Bentham's Idea of Liberty in Relation to his Utilitarianism*, Toronto, University of Toronto Press, 1977; Q. Skinner, *La liberté avant le libéralisme*, p. 62-63; P. Pettit, *Republicanism*, p. 44.

36. P. Pettit, *Republicanism*, p. 43-44.

37. La sûreté occupe une place plus importante chez Bentham que chez Montesquieu. Elle est au cœur de sa théorie de l'utilitarisme et de son constitutionnalisme. Au sujet de la dette de Bentham à l'égard de Montesquieu, voir F. Rosen, *Bentham, Byron and Greece*, p. 25-76 et D. Long, *Bentham on Liberty*.

38. « Ce qui sous le nom de Liberté est grandement célébré comme étant l'œuvre inégalée et inestimable de la Loi, n'est pas la *Liberté* mais la *Sûreté*. » Manuscrits Bentham, UCL, lxix, 44. Pour une excellente présentation de cette question, à laquelle mon interprétation doit beaucoup, voir P.J. Kelly, « Classical Utilitarianism and the Concept of Freedom: A Response to the Republican Critique », communication présentée à la Faculté des sciences économiques, Université métropolitaine de Tokyo, 13 juillet 1998, p. 15-16. Voir également P. J. Kelly, *Utilitarianism and Distributive Justice: Jeremy Bentham and Civil*

En interprétant Bentham avec une grille idéologique, les néo-républicains ont fait de lui un défenseur de la conception hobbenne de la liberté. En accolant Bentham à Hobbes, et I. Berlin à ceux-ci, ils arrivent à la conclusion que l'interprétation berlinienne de la liberté négative se rattache à la définition de Bentham qui, elle, découle directement de celle de Hobbes. Mais les prémisses et les intentions au fondement des conceptions de la liberté véhiculée par I. Berlin, Bentham et Hobbes sont distinctes. C'est une erreur de les mettre dans le même panier. C'est ainsi que les néo-républicains se méprennent au sujet de la liberté négative. Leur méconnaissance est alimentée par une conception de l'histoire de la théorie politique qui ne fait place qu'à une histoire des idéologies, le libéralisme servant d'idéologie à l'État juridique et le républicanisme servant d'idéologie au gouvernement libre.

Pour étayer leur interprétation, les néo-républicains mettent en œuvre une stratégie complexe, qui fait appel tant à la critique conceptuelle qu'à la rhétorique. Je vais tenter de décortiquer leur démarche. La critique que Q. Skinner fait de la définition hobbenne de la liberté, évoquée plus haut, s'inscrit dans la stratégie de la critique conceptuelle. Q. Skinner soutient que la conception hobbenne de la liberté permet d'affirmer qu'un individu est libre alors même qu'il subit la coercition. P. Pettit reproche la même chose à la conception libérale de la liberté comme non-interférence. La stratégie mise en œuvre contre I. Berlin consiste à dire que si la conception hobbenne de la liberté est une version de la liberté négative, alors la conception berlinienne de la liberté négative prête le flanc à la critique adressée à Hobbes. Mais il faut signaler que I. Berlin, tout comme Locke dans sa description de la liberté, considère que l'interprétation hobbenne de la liberté souffre d'une lacune fondamentale : pour Hobbes, la liberté repose exclusivement sur une notion physicaliste de la volonté. Lorsque Hobbes écrit qu'un « *HOMME LIBRE est celui qui, s'agissant des choses que sa force et son intelligence lui permettent d'accomplir, n'est pas empêché de faire celles qu'il a la volonté de faire* », il fait de la volonté un appétit ou une aversion³⁹. S'attaquant à l'interprétation scolastique de la volonté comme faculté rationnelle, Hobbes, fidèle aux prémisses atomistes et causales qu'il a adoptées, soutient que « *la volonté est donc l'appétit qui intervient le dernier au cours de la délibération*⁴⁰. » Il poursuit ainsi :

Law, Oxford, Oxford University Press, 1990, p. 100-103. À ce sujet, P. Pettit ne dit mot. Il néglige les propos de Bentham sur la sûreté et écrit que sa conception de la loi est destructrice de la liberté. Sa présentation de Bentham est incomplète, et son interprétation erronée. Voir P. Pettit, *Republicanism*, p. 45.

39. Hobbes, *Léviathan*, p. 222 ; souligné par Hobbes.

40. Hobbes, *Léviathan*, p. 56.

Il est par là manifeste que non seulement les actions dont le commencement réside dans la convoitise, l'ambition, la concupiscence et dans les autres appétits qui poussent vers la chose en question, mais aussi celles dont le commencement se trouve dans l'aversion ou la crainte des conséquences qui suivent l'omission, sont des *actions volontaires*⁴¹.

Ainsi, pour Hobbes, obéir à un souverain par crainte de la mort est une action volontaire.

S'il arrive assez souvent à I. Berlin d'embrouiller les choses en parlant avec approbation de la définition de la liberté chez Hobbes, sa version de la liberté témoigne d'une compréhension de la volonté qui est tout à fait différente de celle proposée par Hobbes. Pour I. Berlin, la volonté est ce que Kant appelle la *Willkür*. C'est la capacité de faire des choix, et elle désigne ce que I. Berlin appelle la «liberté fondamentale». C'est cette notion de liberté fondamentale que les critiques de I. Berlin passent sous silence. Et pourtant, elle est essentielle puisqu'elle est à la base de la liberté, tant négative que positive⁴². Bien que pour I. Berlin la liberté négative ne soit à strictement parler qu'une notion commode, elle est liée à l'idée de liberté fondamentale. Au cœur même de la notion de liberté fondamentale se trouve l'idée de volonté, la volonté étant enracinée dans la reconnaissance du fait que les humains ont la capacité de faire des choix. Ce point essentiel a échappé aux critiques de I. Berlin, notamment aux néo-républicains. En soutenant que la version de la liberté négative que fait sienne I. Berlin s'identifie à celle de Hobbes, Bentham ou Locke, ou qu'elle est purement formelle, ils n'ont cessé de répéter, sans toutefois le démontrer, qu'elle témoigne d'une vision appauvrie de l'individu et de sa réalité anthropologique⁴³. Ils ont également soutenu qu'en négligeant de reconnaître que l'individu fait partie d'une communauté ou d'une société, elle demeure une définition formelle et inadéquate de la liberté dans une Cité dynamique, juste et équitable⁴⁴.

L'idée que I. Berlin se fait de la liberté ou de la capacité de l'homme de faire des choix – exprimée dès les premières phrases de l'essai « Deux conceptions de la liberté » – ne constitue pas une vision appauvrie des individus, comme le prétendent bon nombre de

41. Hobbes, *Léviathan*, p. 56.

42. John Gray, *Berlin*, Londres, Fontana, 1995, p. 15.

43. Cette critique est formulée avec force par Charles Taylor, « Qu'est-ce qui ne tourne par rond dans la liberté négative » dans *La liberté des modernes*, traduit de l'anglais par Philippe de Lara, Paris, Presses universitaires de France, 1997. Voir également *Grandeur et misère de la modernité*, traduit de l'anglais par Charlotte Mélançon, Montréal, Bellarmin, 1992. La critique que formule C. Taylor est reprise par J.-F. Spitz dans *La liberté politique*, notamment p. 118-121.

44. P. Pettit, *Republicanism*, p. 72.

ses critiques. Elle n'implique pas non plus que les personnes agissent sans contrainte, comme chez Hobbes, ou poursuivent sans contrainte l'objet de leurs désirs, comme dans la version primaire de l'hédonisme, ce qu'ont également suggéré certains commentateurs. Bien au contraire, la volonté est au cœur de la liberté fondamentale, et celle-ci fait appel à des individus ayant la capacité rationnelle de faire des choix entre des buts différents et souvent incompatibles. La liberté fondamentale rend impossible une définition grossière ou empirique de la liberté négative, où l'action serait libre de toute entrave. La liberté négative signifie plutôt le «*choix entre des alternatives ou des options sans contrainte de la part d'autrui*»⁴⁵. La liberté fondamentale implique une conception beaucoup plus riche de l'individu que celle qu'on attribue habituellement à I. Berlin. Plutôt que de proposer la raison désincarnée du «*sujet*» dans la «*position originale*» de John Rawls ou le Robinson Crusoé de l'homme économique, I. Berlin dresse le portrait d'un être délibérant et réfléchissant, un être qui a le sentiment de son identité morale et sociale⁴⁶. Nous sommes devant un individu qui non seulement possède la capacité de faire des choix, mais sait délibérer soigneusement⁴⁷. C'est cette personne qui est au cœur de la conception de la liberté de I. Berlin, et c'est cette idée de la personne qui transforme l'étroite conception rationaliste, ou bêtement empiriste – reprise par les néo-républicains – de la liberté négative en une riche vision de la liberté humaine. Tant Locke et Mill en Angleterre que Constant et Tocqueville en France partagent cette vision de la liberté. Chez ces auteurs, selon I. Berlin,

il devait y avoir une aire minimum de liberté individuelle et que celle-ci ne devait en aucun cas être violée. Sans elle, l'individu n'avait pas la possibilité de développer ses facultés naturelles qui, seules, lui permettent de poursuivre ou même de concevoir les fins que l'on tient pour bonnes, justes ou sacrées. Une frontière devait donc être tracée entre le domaine de la vie privée et celui de l'autorité publique. Où devait-elle passer exactement, cette question a fait l'objet d'interminables débats et même de marchandages⁴⁸.

Une telle conception de la liberté est au cœur de la solide défense que I. Berlin présente d'une société tolérante, humaine et pluraliste.

45. J. Gray, *Berlin*, p. 15.

46. I. Berlin, «*Deux conceptions de la liberté*», p. 202.

47. J. Gray, *Berlin*, p. 16. Voir également I. Berlin, «*From Hope and Fear Set Free*», *The Proper Study of Mankind*, p. 91-118, notamment p. 111.

48. I. Berlin, «*Deux conceptions de la liberté*», p. 173.

IDÉOLOGIE, HISTOIRE ET CONCEPTIONS DE LA LIBERTÉ

S'inspirant d'une méthode historique qui envisage l'histoire de la pensée politique comme le récit d'un conflit entre l'idéologie de l'État juridique et la contre-idéologie de l'humanisme républicain, les néo-républicains voient dans l'interprétation de la liberté négative, que fait sienne I. Berlin, un argument en faveur de l'idéologie de l'État juridique. Ainsi comprise, on voit facilement comment elle a pu être associée aux définitions de la liberté retrouvée chez Hobbes ou Bentham. Mais, comme j'ai tenté de la montrer, la liberté négative telle que décrite par I. Berlin – et qu'il attribue à des libéraux tels Locke et Mill, Constant et Tocqueville – ne se réduit pas à celles définies par Hobbes et Bentham bien qu'elle les recoupe.

Les néo-républicains se sont saisis des erreurs relevées chez les auteurs libéraux classiques et les ont attribuées à la liberté négative. Ils ont ensuite fait valoir que ces lacunes font de la liberté négative une notion indéfendable, qu'il faut s'en défaire et récupérer l'ancien idéal républicain ou néo-romain de la liberté comme non-domination. Mais cet appel des néo-républicains est également conditionné par leur méthode historique et leur approche de l'histoire des idées. Bien que cette approche ait grandement enrichi l'histoire de la pensée politique, elle a aussi proposé une interprétation tronquée du libéralisme et des idées de I. Berlin.

Dans leur critique de I. Berlin, les néo-républicains proposent une lecture de l'histoire des idées où Bentham est l'apôtre de Hobbes et accusent I. Berlin d'être le disciple des deux. Selon cette interprétation, Bentham est le scribe du champion de l'État du Léviathan. Sa définition de la liberté est une récupération de la catégorie de Hobbes, proposée en 1651 et tombée dans l'oubli presque immédiatement, sauf dans les cercles royalistes ou autoritaristes. La définition hobbenne de la liberté est restée sans influence jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, mais une fois retrouvée et utilisée contre les révolutionnaires américains et français, elle offrait la promesse d'être utile sur le plan idéologique et d'aider à étouffer les luttes contre la servitude et la domination⁴⁹. Bentham devait devenir, d'abord comme idéologue de la réaction conservatrice et ensuite comme champion des causes réformistes et progressistes, une importante source de respectabilité pour une interprétation de la liberté dont les origines étaient relativement sordides⁵⁰.

49. P. Pettit, *Republicanism*, p. 44.

50. P. Pettit, *Republicanism*, p. 45. Pour une interprétation très différente de Bentham, voir J. H. Burns, « Bentham and the French Revolution », *Transactions of the Royal Historical Society*, 5^e série, vol. 16, 1966, p. 95-116. Au sujet de la dette de Bentham à l'égard de Montesquieu et De Lolme, voir F. Rosen, *Bentham, Byron, and Greece*, p. 25-76.

De l'aveu même de I. Berlin, la liberté négative n'est pas « incompatible avec certaines formes d'autocratie, ou du moins avec l'absence de démocratie⁵¹ ». Cet aveu ne lui sera pas pardonné par les néo-républicains. Ceux-ci ont entrepris une opération rhétorique de réécriture ou de redéfinition, une opération d'innovation idéologique. Ils sont ici passés maîtres dans l'art de la rhétorique. Dans leur examen de I. Berlin, ils adoptent une stratégie voulant que l'importance d'un concept puisse être réévaluée en le redéfinissant⁵². Si la définition berlinienne de la liberté négative est associée à une conception, sortie de son contexte, de la liberté chez Bentham – conception qui vient directement de Hobbes – les catégories de I. Berlin, sa classification de la liberté, paraissent être au service d'une cause conservatrice et autocratique et soutenir l'État juridique. La classification de I. Berlin est devenue une interprétation hégémonique de la liberté à laquelle nous ne pouvons pas échapper ; c'est une vision de la liberté qui nous tient captifs, et dont nous devons être libérés. Cette conception de l'histoire de la pensée politique et de la pensée de I. Berlin constitue une vision réductrice du libéralisme et fait fi de l'influence profonde que des libéraux français tels Constant et Tocqueville ont eue sur I. Berlin, influence que lui-même reconnaît aisément⁵³. Plutôt que de voir dans sa classification la trace de plusieurs influences et l'expression de son libéralisme agnostique, les néo-républicains préfèrent voir dans le penchant de I. Berlin pour la liberté négative une expression de l'idéologie du pouvoir et de l'État juridique. Dans leur effort pour récupérer leur valeur centrale, la liberté républicaine, et lui redonner vie, les néo-républicains n'ont pas été des historiens ou des penseurs politiques aussi rigoureux qu'ils auraient dû l'être. Ils ont accouché d'une interprétation réductrice de I. Berlin et du libéralisme. Ils n'ont pas su reconnaître la conception nuancée de la liberté négative proposée par I. Berlin. Celle-ci est pourtant assez souple pour accueillir l'essentiel de leur conception républicaine de la liberté, notamment les dimensions liées à la contextualisation historique et à une riche anthropologie.

La définition de la liberté négative proposée par I. Berlin ne peut ni ne doit toutefois faire place à tout ce que – justice, égalité, frater-

51. I. Berlin, « Deux conceptions de la liberté », p.178.

52. Les travaux de Q. Skinner sur ce thème sont fort intéressants. Voir *Reason and Rhetoric in the Philosophy of Hobbes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996. La première partie est d'un grand intérêt, particulièrement le chap. 4.

53. J'espère explorer ce thème plus longuement dans un prochain essai. Le souci qu'a Q. Skinner de dévoiler des discours « nationaux » explique peut-être qu'il ait négligé les influences française et allemande qu'a subies I. Berlin. Bien que son interprétation du libéralisme soit plus nuancée, J.-F. Spitz n'a pas su éviter ce piège. Cette lacune chez Q. Skinner a été également révélée par P. J. Kelly dans *Classical Utilitarianism and the Concept of Freedom*, p. 15, note 27.

nité – les néo-républicains voudraient bien y inclure. Ceux-ci ont préféré réactualiser une notion de liberté comme non-domination qui, d'après eux, peut rallier de nombreux groupes au sein de la société, notamment les féministes, les écologistes, les marxistes, les multiculturalistes et les libéraux⁵⁴. Mais ce concept de liberté, défini comme la situation d'une personne à l'abri de toute « interférence arbitraire », est trop vague, trop peu rigoureux⁵⁵. Cela explique pourquoi il est souvent défini d'une manière qui l'apparente à la définition de la liberté chez Locke ou à celle de la sûreté chez Bentham⁵⁶. Mais la définition de la liberté englobe souvent diverses valeurs, telles que l'intersubjectivité, la justice, la tolérance, l'amitié et l'égalité véritable, pour s'en tenir aux plus importantes. Une telle notion ne saurait résister au poids dont on la charge. En tant que synthèse ultime, la liberté comme non-domination englobe tout et n'englobe rien à la fois. Faisant fi de la simple leçon de I. Berlin selon laquelle la liberté est la liberté, et non l'égalité, la justice ou la fraternité, les néo-républicains ont accouché d'un concept qui ne répond pas au but qui lui avait été assignée, soit de nous libérer de la vision de la liberté qui nous avait tenu captifs pendant si longtemps et de rattacher le concept fondateur à une Cité juste, équitable et dynamique⁵⁷. L'échec de la conception républicaine de la liberté tient d'abord à son manque de rigueur et au fait que l'entreprise historique que la soutient est idéologique. Le tableau que brossent les néo-républicains ne ressemble en rien à ce que décrivait I. Berlin, il y a de cela plus de quarante ans. Ce qu'il décrivait alors était un concept essentiel à la vie humaine, au cours de laquelle les hommes sont appelés à faire des choix entre des valeurs fondamentales. Un tel concept servait notamment à rappeler le caractère agonique de la condition humaine. À cela, les néo-républicains ne savent faire place, et la conception de la liberté qu'ils véhiculent en est d'autant plus pauvre.

54. P. Pettit, *Republicanism*, p. 133-147.

55. P. Pettit, *Republicanism*, p. vii-viii.

56. J.-F. Spitz, *La liberté politique*, p. 188. Voir P. Pettit, *Republicanism*, p. 89. Les termes employés pour définir la liberté comme non-domination ne sont pas sans rappeler les termes employés par Bentham pour définir la sûreté.

57. Parmi les néo-républicains, seul J.-F. Spitz tente de réfuter cette perspective, mais ses arguments sont insuffisants. Voir J.-F. Spitz, *La liberté politique*, p. 205.